

Bruxelles, le 26 septembre 2016

Analyse sectorielle des hôpitaux généraux : Étude Maha 2016

Situation financière des hôpitaux généraux en Belgique : les investissements restent soutenus, maîtrise des coûts salariaux mais détérioration du résultat d'exploitation

Depuis 22 ans, Belfius analyse la situation financière, au sens large, des hôpitaux généraux, par le biais de l'étude Maha (model for automatic hospital analyses). Pour la huitième année consécutive, 100 % des hôpitaux généraux (privés et publics) ont participé à cette étude. Cette analyse donne donc une image aussi complète que possible de l'évolution du secteur au cours des dernières années (2012-2015).

Les éléments clés - 2015

- Les hôpitaux généraux **continuent à investir** dans des proportions comparables à celles de l'année passée (1,4 milliard d'euros).
Au cours de ces 4 dernières années, de nouveaux bâtiments ont été mis en service, contribuant ainsi à l'amélioration du patrimoine hospitalier et donc à l'accueil des patients. En corollaire à cet effort d'investissement, l'endettement financier a fortement progressé (de 33,2 % en 2012 à 36,4 % en 2015).

La **progression modérée du chiffre d'affaires** (+2,6%) a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques (+7,3%) alors que le BMF et les honoraires, soit les 2 principales composantes du chiffre d'affaires, n'enregistrent qu'une croissance très limitée de respectivement 1,6% et 2,2%.

- Après une maîtrise exceptionnelle des coûts salariaux en 2014 (+0,5%), les **frais de personnel** connaissent un taux de croissance plus élevé (+1,7%) mais qui reste moins soutenu que celui connu dans les années antérieures. La progression observée en 2015 s'explique, d'une part, par une progression limitée du nombre d'ETP de 1,3 % et, d'autre part, par une stabilité du coût moyen salarial.
- Le **résultat courant** des hôpitaux généraux s'établit à 106 millions EUR en 2015, en baisse de 40 millions par rapport à l'exercice précédent (soit près de 30%). En termes relatifs, le résultat courant retombe sous la barre de 1% du chiffre d'affaires (0,8% contre 1,1% en 2014), ce qui confirme la fragilité financière des institutions.
- Le **nombre d'admissions** progresse encore de 1,4% mais la **durée de séjour** globale ne cesse de baisser de 5,2 à 5,1 jours dans le service chirurgie-diagnostic (55 % du nombre de lits). La substitution par l'hospitalisation de jour (en chirurgie) se poursuit.

- Un peu plus d'un hôpital général sur cinq ne respecte qu'un des quatre **critères financiers** de base (Combi-test) définis ou n'en respecte aucun. Ce groupe d'institutions augmente d'année en année. Le groupe qui respecte au moins trois critères reste relativement stable (64 % en 2015). D'une manière générale, les hôpitaux généraux présentent de fortes disparités tant au niveau de la structure financière et des résultats que des indicateurs d'activité (taux d'occupation, durée de séjour,...).

Pour plus de détails

1. Contexte socioéconomique des hôpitaux généraux en Belgique¹

Les chiffres ci-dessous illustrent le poids économique mais aussi le rôle social des hôpitaux généraux en Belgique, ainsi que l'impact financier majeur du secteur, tant au niveau économique qu'en terme d'emplois.

Données financières (2015)		
	en milliards EUR	Taux de croissance (p/r à 2014)
Chiffre d'affaires	14,0	2,7%
Infrastructure existante (1)	9,7	5,7%
Investissements	1,4	-5,5%
Masse salariale (2)	9,6	2,0%
(1) Bâtiments et terrains, équipements médicaux et non médicaux		
(2) en ce compris les honoraires des médecins indépendants		
Indicateurs d'activité (2015)		
	Nombre	Taux de croissance (p/r à 2014)
Admissions classiques	1.650.900	1,40%
Accouchements	124.991	-2,70%
Journées de séjour	11.677.635	0,12%
Emplois directs (2015)		
	Nombre	Taux de croissance (p/r à 2014)
ETP global (3)	97.659	1,30%
(3) Sont compris tout le personnel salarié. Ne sont pas repris dans ce chiffre, le personnel intérimaire, le personnel mis à disposition ou encore les médecins indépendants		
Volume des investissements (2012-2015)		
	en milliards EUR	
Immobilisations corporelles	5,8	
Terrains et bâtiments	3,8	
Equipements médical	1,0	
Autres équipements	0,9	

¹ Ces chiffres ne concernent que les hôpitaux généraux. Ils ne reflètent pas la totalité du poids socio-économique du secteur hospitalier qui comprend également les hôpitaux universitaires académiques et les hôpitaux psychiatriques.



2. Évolutions marquantes

2.1. Le niveau des investissements reste élevé et influence la structure bilantaire

Bien qu'en légère diminution (-5,5%), l'important effort d'investissement réalisé dans le secteur des hôpitaux généraux se poursuit en 2015 (1,4 milliard d'euros).

Depuis 2011, d'importants **projets de construction** ont été mis en oeuvre, outre les **investissements d'entretien annuels**, et de nombreux nouveaux bâtiments ont été mis en service au cours de ces dernières années.

Cet effort d'investissement se traduit par une progression régulière des actifs immobilisés du secteur hospitalier dont la part relative s'établit en 2015 à 53,3% du total du bilan (contre 52,8% en 2012).

La progression des investissements en 2015 se marque davantage au niveau des infrastructures (+7% pour les terrains et bâtiments) qu'au niveau du matériel médical (+3,2%). Les indicateurs de continuité soulignent cette tendance : en 2015, les institutions ont investi à hauteur de 2 fois leur montant d'amortissement relatif aux bâtiments et terrains. Pour le matériel médical, cet indicateur de continuité est légèrement supérieur à l'unité. Grâce à ces investissements, les institutions stabilisent globalement leur taux d'ancienneté à un niveau équivalent à celui de l'année précédente.

En 2015, les investissements ont été **financés** à nouveau majoritairement par le recours aux emprunts (65%), suivi par les subsides d'investissement (près de 20%), le solde étant financé par les fonds propres de l'institution.

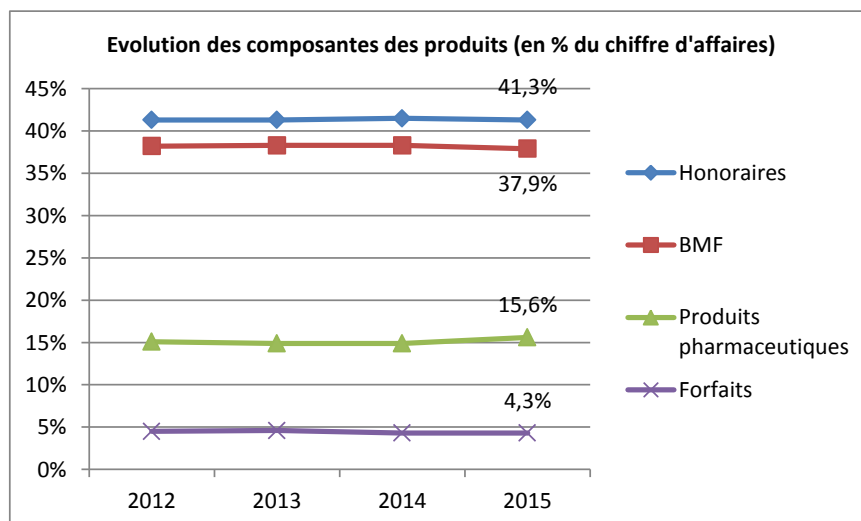
En raison des investissements considérables de ces dernières années et d'un financement majoritairement par crédit, **l'endettement du secteur hospitalier** continue à augmenter pour représenter désormais 36,4 % du total bilantaire (contre 33,2% en 2012). Dès lors, les institutions doivent amortir chaque année un montant toujours plus élevé de crédits (591 millions d'euros en 2015, soit une augmentation de 6,7% comparée à l'année précédente). Des 91 hôpitaux généraux, on relèvera que 13 institutions ne dégagent pas un cash flow suffisant pour couvrir la partie de leur dette arrivant à échéance au cours de l'exercice.

2.2. Ralentissement du chiffre d'affaires et maîtrise des coûts salariaux

Le chiffre d'affaires des hôpitaux généraux s'élève à 14,0 milliards EUR en 2015, en légère progression par rapport à l'exercice précédent. Dans un contexte de faible inflation et d'assainissement budgétaire des pouvoirs publics, le **chiffre d'affaires** des hôpitaux généraux a en effet enregistré en 2015 une croissance modérée de 2,7 % (contre 3,4 % en 2014). En réalité, la progression du chiffre d'affaires a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques (+7,3%) alors que le BMF et les honoraires, soit les 2 principales composantes du chiffre d'affaires, n'enregistrent qu'une croissance très limitée de respectivement 1,6% et 2,2%.

Le **budget des moyens financiers** (BMF) alloué par la Santé publique pour couvrir les frais d'admission et de séjour des patients dans l'hôpital représente 37,9% du chiffre d'affaires (contre 38,3% en 2015). La progression du BMF subit un ralentissement (+1,6% en 2015 contre +3,8% en 2014),

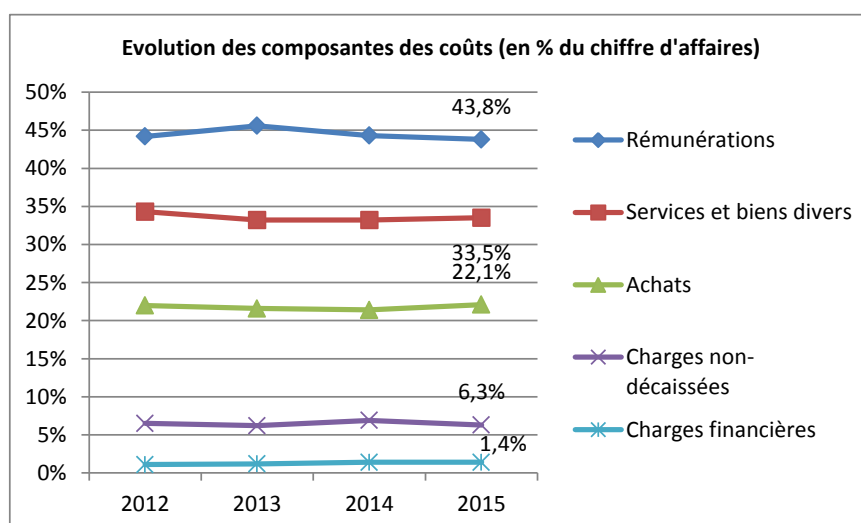




Les **honoraires** médicaux (41,3% du chiffre d'affaires) subissent également un ralentissement (+2,2% contre +3,9% en 2014) mais de moindre ampleur que le BMF. Par contre, la progression soutenue des **produits pharmaceutiques** (+7,3%) observée en 2015 contraste avec la croissance plus modérée enregistrée en 2014 (+3,9%). Au cours de ces dernières années, la forfaitisation, le passage à davantage de médicaments génériques et l'expiration de brevets de médicaments avaient contribué à freiner les taux de croissance annuels parfois proches de 10 % observés dans le passé. L'exercice 2015 renoue toutefois avec un taux de croissance plus élevé des produits pharmaceutiques.

Les **forfaits** (principalement en hospitalisation de jour et conventions INAMI) représentent 4,3% du chiffre d'affaires et renouent avec une faible croissance (+1,8 % contre -1,8% en 2014). La réduction observée l'année dernière s'expliquait en grande partie par un glissement d'une partie du budget des forfaits (mini-forfaits en hospitalisation de jour) vers le BMF. L'activité de l'hospitalisation de jour poursuit sa progression régulière, ce que confirme la nouvelle augmentation du nombre de journées d'hospitalisation (justifiées) en hospitalisation de jour en chirurgie en 2015.

Pour ce qui est des **coûts d'exploitation** (hors rémunérations), ils progressent de 4,4%, soit à un rythme plus élevé que le chiffre d'affaires. Cette évolution est surtout imputable aux **frais d'achat** (22,1% du chiffre d'affaires) qui progressent de 6% en 2015 (contre une progression limitée de 2,5% l'année précédente). Parmi ceux-ci, on pointera la progression des achats pharmaceutiques de 6,6% (soit plus de 99 millions d'euros) et qui se répercute sur l'évolution des produits pharmaceutiques évoquée plus haut.



Les **services et biens divers** (33,5% du chiffre d'affaires) enregistrent une progression plus modérée de 3,4% (mais qui reste plus élevée que le chiffre d'affaires). Parmi ces derniers, la rétributions des médecins (rétrocession d'honoraires) progressent de 2,4%.

Alors que l'année 2014 se distinguait par une évolution des **rémunérations du personnel salarié** limitée (+0,5%), l'année 2015 retrouve un taux de croissance plus élevé tout en restant tout à fait maîtrisé (+1,7%) et loin des taux de croissances historiques (+4%). Les coûts salariaux représentent 43,8% du chiffre d'affaires des hôpitaux de sorte que leurs évolutions ont un impact déterminant sur les résultats dégagés par le secteur.

L'augmentation salariale de 1,7% (soit inférieure à celle du chiffre d'affaires) est davantage liée à une augmentation du volume de l'emploi (+1,3%) qu'à une augmentation du coût salarial par ETP. Rappelons que, comme l'année précédente, les salaires n'ont pas fait l'objet d'une indexation en 2015.

2.3. Résultat courant sous la barre du 1% du chiffre d'affaires

Le **résultat courant** des hôpitaux généraux (qui constitue le meilleur indicateur de résultat étant donné qu'il n'est pas influencé par les opérations exceptionnelles) s'établit à 106 millions EUR en 2015, en baisse de 40 millions par rapport à l'exercice précédent (soit près de 30%). En termes relatifs, le résultat courant retombe sous la barre du 1% du chiffre d'affaires (0,8% contre 1,1% en 2014), ce qui traduit une fragilité financière des institutions. Cette fragilité est d'autant plus perceptible si l'on observe qu'une partie de ces résultats provient davantage d'une diminution de provision que d'une réelle augmentation de la marge brute.

Par ailleurs, plus d'une institution sur trois (32 institutions sur 91) présente un résultat courant négatif, soit 7 institutions supplémentaires comparé à 2014.

Le **résultat de l'exercice** (résultat exceptionnel compris) s'élève quant à lui à 195 millions (1,4% du chiffre d'affaires) et enregistre une diminution de 16,6%. Ce résultat a fortement été influencé par le résultat exceptionnel de certaines institutions permettant ainsi à 12 d'entre elles de présenter un résultat final positif alors qu'elles enregistraient un résultat courant négatif.

Comme les années précédentes, la comptabilité analytique fait ressortir la marge négative réalisée dans **les services hospitaliers**. Par tranche de chiffre d'affaires de 100 euros, ce service enregistre une perte de 3,5 euros en 2015 (3,1 euros en 2014). La marge positive réalisée par les hôpitaux généraux grâce à la pharmacie et aux services médico-techniques joue néanmoins un rôle important pour compenser le sous-financement existant au niveau du budget des moyens financiers (BMF).

La contribution positive de la **pharmacie** (15 % de l'activité des hôpitaux) au résultat (7,8 euros par tranche de 100 euros de chiffre d'affaires), affiche une belle progression de l'ordre de 8%. Quant aux **services médico-techniques** (29 % de l'activité des hôpitaux), ils affichent toujours une marge positive de l'ordre de 7,3 euros par tranche de 100 euros de chiffre d'affaires.

Depuis 4 ans, les hôpitaux versent un pourcentage relativement constant du chiffre d'affaires des honoraires aux médecins, celui-ci évoluant de 59,1% en 2012 à 60,2% en 2015.

3. Activités : évolutions différenciées en fonction des services

Si le **nombre total d'admissions** dans les services d'hospitalisation classiques (tous services confondus) continue sa légère progression (+1,1%), ce rythme de croisière ne s'observe pas dans tous les services. Ainsi, confrontés à une population « vieillissante », les services de gériatrie (lits G) et de revalidation (lits Sp) sont davantage exploités (croissance de l'ordre de 7%) que les services de la petite enfance (lits E et M) qui, eux, enregistrent une diminution de leurs activités (-0.8% et -2.7%).



Par ailleurs, l'**hospitalisation de jour** chirurgicale semble toujours avoir le vent en poupe et continue sa progression. Le pourcentage de nombre de journées justifiées en hospitalisation de jour dépasse pour la première fois le seuil de 4% des journées justifiées totales pour le secteur.

La **durée moyenne de séjour** continue à diminuer. Dans le service CD (55% du nombre total de lits), la durée du séjour est ainsi passée de 5,6 jours en 2012 à 5,1 jours en 2015. L'évolution médicale et les progrès techniques continuent donc d'améliorer l'efficacité dans le secteur.

4. Emploi

L'emploi direct dans le secteur des hôpitaux généraux représente **97.659 ETP**.

Ce chiffre ne reprend pas les médecins indépendants, car ils ne figurent pas au payroll des hôpitaux généraux. Ne sont également pas repris dans ce chiffre, les intérimaires et le personnel mis à disposition par d'autres institutions publiques. Si nous devions prendre en compte ces derniers, le nombre d'ETP avoisinerait les 100.000 unités.

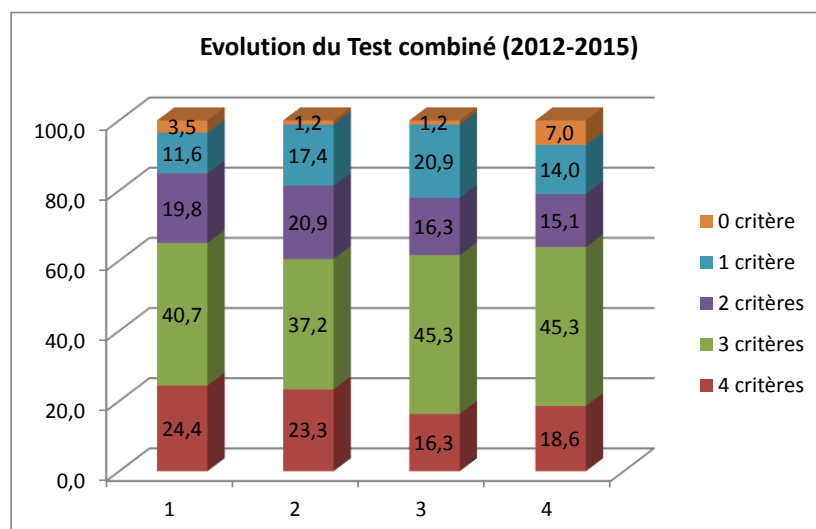
En 2015, le nombre d'ETP a augmenté de 1,3%, soit un taux similaire à celui enregistré les années précédentes (à l'exception de l'année 2014 où plusieurs initiatives avaient eu pour conséquence une limitation de la croissance des ETP : limitation du nombre d'ETP dans le cadre du plan cancer, départs naturels plus importants, politique d'embauche plus restrictive vu les incertitudes de financements ...).

5. Test combiné

Grâce au **test combiné** sur la santé financière, nous analysons, sur 4 ans, dans quelle mesure les institutions respectent les « normes indicatives » définies pour plusieurs ratios :

Ces normes sont les suivantes:

- ◆ Fonds propres effectifs (FP hormis les subsides d'investissement) sur le total du bilan **>20 %**
- ◆ Cash-flow / dettes à long terme arrivant à échéance **> 1,1**
- ◆ Liquidité (acid-test, montants de rattrapage non compris) **> 1**
- ◆ Investissements suffisants en **fonction de l'ancienneté de l'infrastructure**



Un peu plus d'un hôpital général sur cinq respecte seulement un critère, voire même aucun. Ce groupe d'hôpitaux plus vulnérables est en progression régulière. Le groupe qui respecte au moins trois critères reste par contre relativement stable depuis 4 ans (entre 60 et 65% des institutions). D'une manière générale, les hôpitaux généraux présentent de fortes disparités tant au niveau de la structure financière, des résultats que des indicateurs d'activité (taux d'occupation, durée de séjour,...).

Contact presse

Belfius

Ulrike Pommee

ulrike.pommee@belfius.be / press@belfius.be

02 222 02 57

www.belfius.com

